

L'ALLIANCE DE L'ALGÉRIE VERTE À PROPOS DU PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT SELLAL

Flou et vague

Le plan d'action du gouvernement Sellal qui sera, à partir d'aujourd'hui, épluché par les membres de l'APN appelés à s'y prononcer la semaine prochaine, se caractérise, selon Aboudjerra Soltani, par «un flou et le maintien de priorités qui auraient dû être revues au vu du changement du contexte politique».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour le président du MSP, qui présidait, hier au siège du mouvement, aux côtés de ses pairs de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV), une journée d'étude parlementaire consacrée à ce plan, ce dernier pêche par une indigence manifeste en matière de stratégie.

Diminuant du statut de l'équipe à Sellal puisque la considérant comme celle «chargée des affaires courantes», Soltani regrette l'absence, dans ce plan d'action, «de toute statistique quant à l'état actuel du chômage et de l'inflation pour ne citer que ceux-là, et de celle des objectifs visés, se contentant de généralités».

Et de s'interroger sur le fait, paradoxal, selon lui, lié à la consistance du budget de fonctionnement de l'Etat par rapport à celui

d'équipement. Une remarque manquant de pertinence puisque cette suprématie du fonctionnement sur l'équipement a été reconduite pour la seconde année consécutive puisque de mise l'année dernière. Il est vrai qu'on est loin de l'époque où le MSP était encore dans le giron présidentiel qu'il n'a quitté officiellement qu'à la faveur du tout dernier changement gouvernemental avec le départ des deux ministres encore fidèles, deux autres, et un cadre du parti ayant, entre-temps, faussé compagnie.

Dont, notamment, Amar Ghoul qui a eu, une fois de plus, les «faveurs» du secrétaire général du mouvement El-Islah, qui le descendra en flammes, lui déniait toute représentativité du courant islamiste dans le nouvel exécutif



Photo : NewPress

puisque lui-même le revendique en claironnant que son nouveau parti n'est pas islamiste.

Il n'y a pas que Akkouchi pour égratigner le revenant ministre des Travaux publics puisque le chef du groupe parlementaire de l'Alliance verte ne se prive pas, en aparté, de lui reprocher l'indigence en matière d'éthique politique. «Il n'a pas à revendiquer une quarantaine de députés et autres sénateurs,

ces derniers étant élus sur les listes d'autres partis», dira Naâmane Laouer.

Et de poursuivre que «la logique aurait dicté à Ghoul de faire comme les autres en créant son parti en janvier dernier et de se livrer ensuite au verdict populaire le 10 mai dernier». Laouer réfutera l'exode massif de cadres du MSP vers le TAJ de Ghoul, circonscrivant ce «phénomène» à

seulement neuf députés de l'AAV encore que, précisera-t-il, «deux uniquement ont formalisé leur démission du mouvement, les autres étant encore en stand-by, préférant encore attendre».

Propos que confortera, pour sa part et à sa manière, le secrétaire général du mouvement Nahda, pour qui le triumvirat poursuivra son œuvre et approfondira encore plus son homogénéité à l'occasion des prochaines élections locales.

«Le soin a été laissé aux bureaux de wilaya des trois mouvements pour établir des listes communes», dira Rébai pour qui l'une des raisons principales ayant dicté à son mouvement la participation au double scrutin local du 29 novembre prochain consiste à faire barrage au plan de maquillage de la scène politique nationale par des partis sans couleur, sans saveur et sans militance, allusion à peine voilée à Ghoul qui a fait à la mouvance islamiste un enfant dans le dos en lançant son TAJ, proclamant, notamment, «l'ère des idéologies révolue».

M. K.

NOURIA HAFSI : **«Ouyahia n'est là que pour la présidentielle de 2014»**

Pour Nouria Hafsi, secrétaire générale de l'UNFA et néanmoins chef de file du mouvement de redressement du RND, «Ahmed Ouyahia est un carriériste qui ne croit qu'en lui-même».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Interrogé, hier, à l'occasion d'une rencontre organisée par l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), au centre de presse du quotidien *El Moudjahid*, Nouria Hafsi n'a pas fait dans l'économie des mots en évoquant le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia. «C'est un homme qui n'a aucune considération pour l'avenir du parti, est encore moins pour la démocratie, puisqu'il est à l'origine de la marginalisation de beaucoup de cadres compétents du RND. Ahmed Ouyahia gère sa propre carrière et s'il est encore là, c'est uniquement pour la présidentielle de 2014 à laquelle, d'ailleurs, il se prépare sérieusement», a-t-elle martelé. Nouria Hafsi est allée encore plus loin en soulignant qu'Ahmed Ouyahia a non seulement échoué en tant que chef de parti mais aussi comme Premier ministre. «Il a lui-même avoué son échec en déclarant que le gouvernement n'arrive plus à gérer le pays et que c'est désormais la mafia de l'informel et autres qui ont pris les rênes», a-t-elle ajouté, tout en précisant que le RND a enregistré un net recul durant les dernières élections législatives et qu'il en sera de même ou encore plus pendant les prochaines échéances municipales. La SG de l'UNFA, qui a tenu à rappeler que les dissidents du RND n'ont pas attendu qu'Ouyahia soit évincé du poste de Premier ministre pour entamer leur mouvement, a fait savoir qu'«une rencontre nationale des cadres marginalisés du parti sera tenue sous la houlette du Mouvement de la sauvegarde du RND, très bientôt».

M. M.

AU NOM DE LA «MORALISATION» DE LA POLITIQUE **Ghoul s'abstient de répondre aux critiques**

Aucune réaction de Amar Ghoul aux différentes attaques dont il fait l'objet. Le président du Rassemblement espoir de l'Algérie dit qu'au nom de la «moralisation» de la politique, il ne répondra pas à ses détracteurs.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - C'est un Amar Ghoul qui ne s'est pas départi de son sourire qui affirmait hier qu'il n'avait strictement rien à dire à ceux qui l'accusent de n'avoir réussi à rassembler que des opportunistes et des hommes d'affaires

au sein de son parti et de financer de manière occulte son parti. Estimant faire l'objet d'une campagne féroce, le président du Rassemblement espoir de l'Algérie a fait savoir qu'il faisait de la moralisation de la politique un objectif et qu'à ce titre, il ne

réagira à aucune critique. Il animait hier une conférence de presse au lendemain de la tenue du congrès du parti qu'il préside. Une formation politique qu'il veut du centre, ouverte à toutes les sensibilités. S'il reconnaît que le parti a été créé en un temps record, il balaie du revers de la main les critiques selon lesquelles il s'agit d'un parti préfabriqué. Interrogé au sujet des militants venant d'autres partis politiques et

ayant rejoint son parti, Ghoul s'étonne de cette critique, arguant que les militants étaient libres à tout moment de quitter un parti et en rejoindre un autre à partir du moment où la ligne d'un parti ne leur convient plus. Sa formation politique prendra-t-elle part aux élections locales ? Pas de décision prise à ce sujet, affirme Ghoul, qui dit que la priorité est pour le moment donnée à la structuration du parti.

N. I.

COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER **Un conseil consultatif au programme, selon Belkacem Sahli**

Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne I, Belkacem Sahli, secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, a annoncé que le projet de création d'un conseil consultatif dédié à la communauté nationale à l'étranger est à l'ordre du jour du programme du secteur.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre a annoncé, hier, que la première rencontre avec les représentants de la communauté algérienne est prévue le 17 octobre prochain en France, à l'occasion de la fête de l'immigration. Selon le ministre, invité de la radio, les contacts ont déjà été

établis avec les représentants de la communauté en vue d'aboutir à la concrétisation du projet. Ainsi, a expliqué le ministre, le conseil en question permettra de regrouper toutes les idées de la communauté algérienne à l'étranger, notamment celle ayant la possibilité de permettre le transfert des connaissances et de l'investissement en Algérie. Le ministre évoquait dans sa déclaration «en particulier la communauté habilitée scientifiquement».

Belkacem Sahli a aussi annoncé sur les ondes de la radio la concrétisation prochaine d'une convention entre le secrétariat d'Etat chargé de la communauté nationale et le secteur de l'éducation nationale concernant l'enseignement de la langue arabe, et de l'histoire notamment, et ce, via

le réseau internet. Le projet sera concrétisé dans le cadre de la formation à distance. Le ministre est aussi revenu sur la question délicate du transfert des dépouilles depuis les pays étrangers. Il annoncera qu'un contact a été établi avec une compagnie d'assurances privée en vue de répondre aux besoins de la communauté.

Il ajoutera qu'une campagne d'information sera lancée en vue de sensibiliser et d'informer les personnes concernées. S'agissant du passeport biométrique, l'invité de la radio a expliqué que la numérisation des documents d'état civil a été achevée jusqu'à 2005, alors que la période allant jusqu'à 2011 sera achevée dans les prochains mois.

F.-Z. B.

INSTALLATION DE LA COMMISSION NATIONALE DE SUPERVISION ELECTORALE

Mystère sur les indemnités versées aux magistrats

La Commission nationale de supervision des élections locales du 29 novembre a été installée officiellement, hier, au siège de la Cour suprême. Slimane Boudi, son président, a refusé de communiquer le montant des indemnités qui seront versées aux 311 magistrats.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les magistrats membres de la Commission nationale de supervision des élections communale et de wilaya du 29 novembre 2012 ont été installés, hier, à la Cour suprême. Une cérémonie qui s'est déroulée en présence des ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Communication, ainsi que des représentants de plusieurs formations politiques. Les 311 magistrats

membres de cette instance indépendante sont issus de la Cour suprême (76), du Conseil d'Etat (10), des cours (188) et des tribunaux (37). «Les dispositions légales qui régissent cette commission font d'elle la gardienne des voix exprimées par les citoyens et les citoyens. La supervision de ces échéances électorales a valeur d'examen pour la crédibilité de l'appareil judiciaire et constituera une

opportunité pour renforcer son rôle dans la consécration de la démocratie», a indiqué Slimane Boudi, le président de cette commission, dans un discours prononcé à cette occasion. Lors d'un point de presse, Slimane Boudi a expliqué que le nombre de magistrats a été revu à la baisse du fait de l'absence d'opérations de supervision de bureaux de vote à l'étranger. De 316 magistrats lors de l'élection législative du 10 mai, il a été porté à 311 pour l'actuelle composante. Mais le président de cette instance a refusé de communiquer à la presse le montant des indemnités qui seront versées par l'Etat aux magistrats. «Cette ques-

tion n'a aucun intérêt», a déclaré, gêné, Slimane Boudi. «L'Etat a mis des moyens conséquents pour faciliter la tâche des membres de la commission», ajoutera-t-il. Pourtant, ces derniers mois, cette question a soulevé une vive polémique au sein du corps de la magistrature. En effet, des informations ont fait état de «sommes importantes» qui auraient été versées aux magistrats membres de la Commission de supervision des législatives du 10 mai dernier. Des indemnités allant de 32 à 42 millions de centimes, versées «en catimini» par le ministère de la Justice.

T. H.